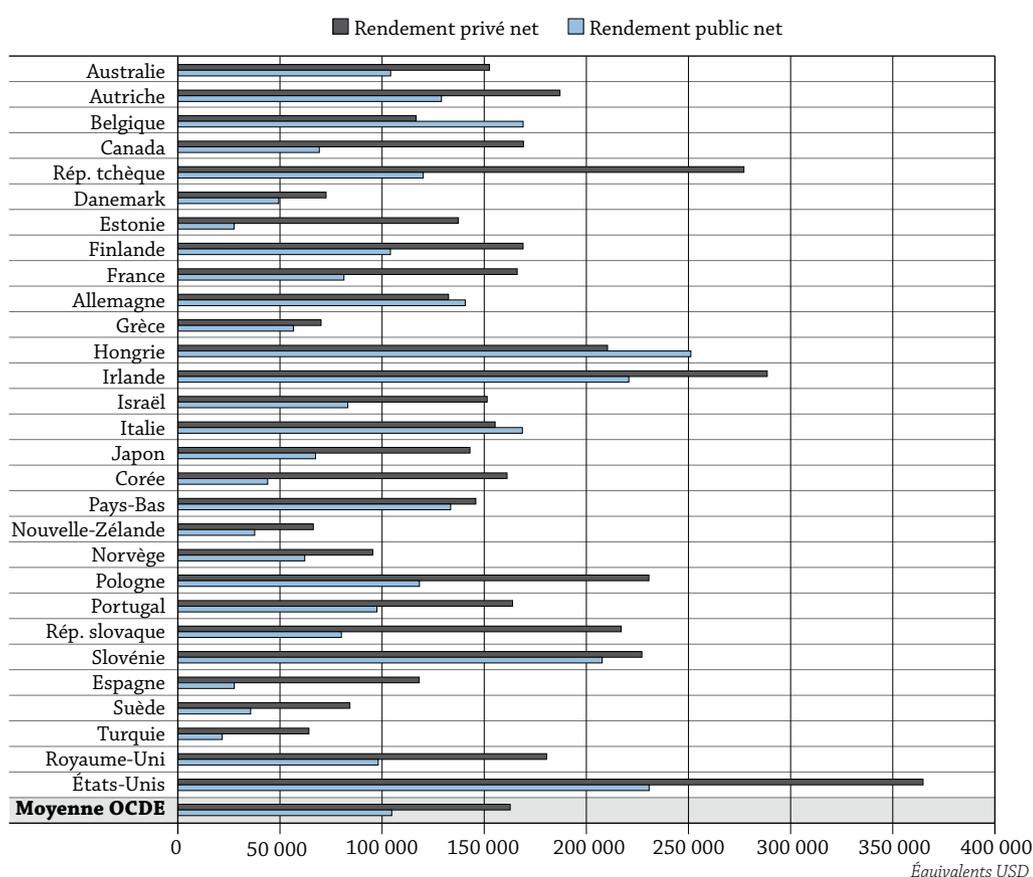


QUELS SONT LES FACTEURS QUI INCITENT À INVESTIR DANS L'ÉDUCATION ?

- Le rendement privé de l'investissement dans l'enseignement tertiaire est considérable.
- L'éducation est un bon placement, non seulement pour les individus, mais également pour la société, qui y gagne aussi avec l'accroissement des recettes fiscales et des cotisations sociales.
- Le rendement public net de l'investissement dans une formation tertiaire dépasse les 100 000 USD chez les hommes – soit près du triple de l'investissement public dans cette formation. Chez les femmes, le rendement public d'une formation tertiaire est de l'ordre de 60 000 USD, ce qui représente près du double de l'investissement public.

Graphique A7.1. Rendement privé net et rendement public net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)
Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire



Remarques : les chiffres de la Turquie se rapportent à l'année 2005, ceux du Japon, à l'année 2007, ceux de l'Italie, des Pays-Bas et de la Pologne, à l'année 2008, et ceux de tous les autres pays, à l'année 2009.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre alphabétique de leur nom en anglais.

Source : OCDE. Tableaux A7.3a et A7.4a. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932867647>

■ Contexte

L'élévation du niveau de formation bénéficie aux individus et à la société, non seulement sur le plan financier, mais aussi grâce au bien-être qui y est associé. Pour les individus, le fait d'être plus instruit accroît la probabilité de travailler et réduit le risque de chômage. L'amélioration des débouchés sur le marché du travail (voir l'indicateur A5) et la perspective de revenus plus élevés (voir l'indicateur A6) sont des facteurs qui incitent fortement les individus à investir dans l'éducation et à reporter l'achat de biens et services et la perception de revenus pendant leur formation dans l'espoir d'en retirer des

avantages à l'avenir. Quant à la société, elle bénéficie également de l'élévation du niveau de formation au travers de la réduction des dépenses publiques au titre des programmes d'aide sociale et de l'accroissement de ses recettes fiscales dès l'entrée des individus dans la vie active.

Il est essentiel pour les responsables politiques de comprendre les facteurs économiques qui incitent les individus à investir dans l'éducation. Une forte hausse de la demande d'éducation sur le marché du travail peut, par exemple, entraîner une augmentation sensible des salaires et des rendements bien avant que l'offre ne s'ajuste à la nouvelle conjoncture, signe qu'il faut investir davantage dans l'éducation. Ce signe n'est toutefois pas aussi manifeste dans les pays où le droit du travail et les structures du marché du travail sont plus rigides et tendent à limiter les écarts de salaires entre les niveaux de formation.

Comprendre le rendement de l'éducation est également une variable pertinente pour les politiques en matière d'accès à l'éducation, de fiscalité et de coût privé de l'éducation. Il est donc important d'analyser l'équilibre entre les rendements public et privé à la lumière des informations fournies par d'autres indicateurs du présent rapport. Prendre uniquement en considération le taux de rendement public ne suffit pas pour chiffrer le montant optimal que les pouvoirs publics doivent investir dans l'éducation (voir l'encadré A7.1). Si des écarts significatifs s'observent entre le rendement public et le rendement privé, il y a lieu d'approfondir les analyses pour déterminer si les pouvoirs publics appliquent des régimes fiscaux qui faussent la situation ou s'ils subventionnent l'éducation de façon disproportionnée.

Dans les pays où les études tertiaires sont longues et où un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire procure des revenus relativement élevés, l'effet du manque à gagner durant la formation est sensible (voir l'indicateur B1). L'importance de cet effet dépend aussi des niveaux de salaire que les individus peuvent espérer et de la probabilité qu'ils ont de trouver du travail. La dégradation des perspectives qui s'offrent aux jeunes adultes sur le marché du travail (voir l'indicateur C5) entraîne une diminution des coûts de l'investissement. Comme les individus plus instruits tendent à tirer leur épingle du jeu sur le marché du travail en temps de crise économique (voir l'indicateur A5), des différentiels salariaux plus importants bénéficient tant aux individus qu'à la société. Il est probable que dans les prochaines éditions de *Regards sur l'éducation*, les chiffres de 2010 et 2011, les années où les effets de la crise économique mondiale ont été les plus durement ressentis, montreront que les facteurs incitant à investir dans l'éducation sont encore plus importants, tant pour les individus que pour la société.

■ Autres faits marquants

- **L'avantage salarial brut associé à l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires**, par comparaison avec l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires, **représente 330 000 USD chez les hommes et 240 000 USD chez les femmes dans les pays de l'OCDE.**
- **L'avantage salarial brut associé à l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire**, par comparaison avec un niveau de formation inférieur, **est particulièrement élevé** en Autriche, aux États-Unis et en Norvège. Il représente au moins 250 000 USD chez les hommes et 150 000 USD chez les femmes.
- En moyenne, dans les 28 pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, **le rendement public** (valeur actuelle nette) **de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires est de l'ordre de 38 000 USD chez les hommes**, par comparaison avec les individus moins instruits du même sexe. **Ce rendement public s'établit à 22 000 USD chez les femmes.**
- Mis à part quelques exceptions, **le rendement privé net de l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires est supérieur à celui de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires.** Le Danemark et la Suède sont les seuls pays où le diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires procure, tant aux hommes qu'aux femmes, un rendement supérieur. Le rendement privé net de l'obtention d'un diplôme de fins d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires est supérieur à celui de l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires chez les hommes en Corée et en Norvège, et chez les femmes en Nouvelle-Zélande.
- **Dans les pays de l'OCDE, les individus investissent, en moyenne, un montant de l'ordre de 55 000 USD pour obtenir un diplôme de fin d'études tertiaires.** Compte tenu des coûts directs et indirects, leur investissement moyen est supérieur à 100 000 USD aux États-Unis, au Japon, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

Analyse

Rendement financier de l'investissement dans l'éducation

Cet indicateur donne des informations sur les coûts et bénéfices de l'éducation, et sur les facteurs qui incitent à y investir. Il estime les bénéfices financiers que procure l'élévation du niveau de formation en évaluant les gains salariaux que les individus concernés en retirent, compte tenu des coûts et bénéfices directs et indirects qu'elle occasionne. Par bénéfices, on entend non seulement les revenus plus élevés par comparaison avec ceux des individus moins instruits, mais également la probabilité plus élevée de trouver du travail, exprimée en valeur monétaire par la variable dite de l'« effet du chômage ».

Les coûts incluent les coûts directs, en particulier les frais de scolarité, ainsi que les coûts indirects résultant de l'accroissement de la fiscalité et des cotisations sociales, le manque à gagner dû à l'entrée plus tardive dans la vie active, ainsi que la diminution des droits aux transferts sociaux, notamment les aides au logement, les allocations familiales et autres prestations sociales. De plus, les cotisations sociales et les impôts sur le revenu représentent un certain pourcentage des revenus et tendent à être plus élevés chez les individus plus instruits, car ceux-ci ont tendance à gagner plus.

Les coûts et bénéfices financiers d'un diplôme de l'enseignement tertiaire sont comparés à ceux d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire, lesquels sont comparés à un diplôme de niveau inférieur. Les comparaisons portent sur la situation relative des femmes entre elles et des hommes entre eux. Ces calculs sont effectués séparément pour les individus de sexe masculin et féminin, et aucune moyenne n'est calculée afin d'intégrer les différences de rémunération et de taux de chômage entre les sexes.

Décrire les coûts et bénéfices de l'éducation et les facteurs qui incitent à y investir est une entreprise délicate, qui implique certaines considérations méthodologiques et analytiques. L'investissement dans l'éducation, tant de la part des individus que des pouvoirs publics, implique des interactions complexes entre des facteurs et effets autres que ceux retenus ici. Il y a donc lieu d'interpréter cet indicateur à la lumière d'autres indicateurs de la présente édition de *Regards sur l'éducation* (ainsi que de l'édition de 2012) pour mieux en comprendre les résultats. Les limites des calculs, ainsi que les concepts et les hypothèses qui les sous-tendent, sont présentés dans la section « Méthodologie », à la fin de cet indicateur.

Facteurs incitant les individus à investir dans l'éducation

Deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou enseignement post-secondaire non tertiaire

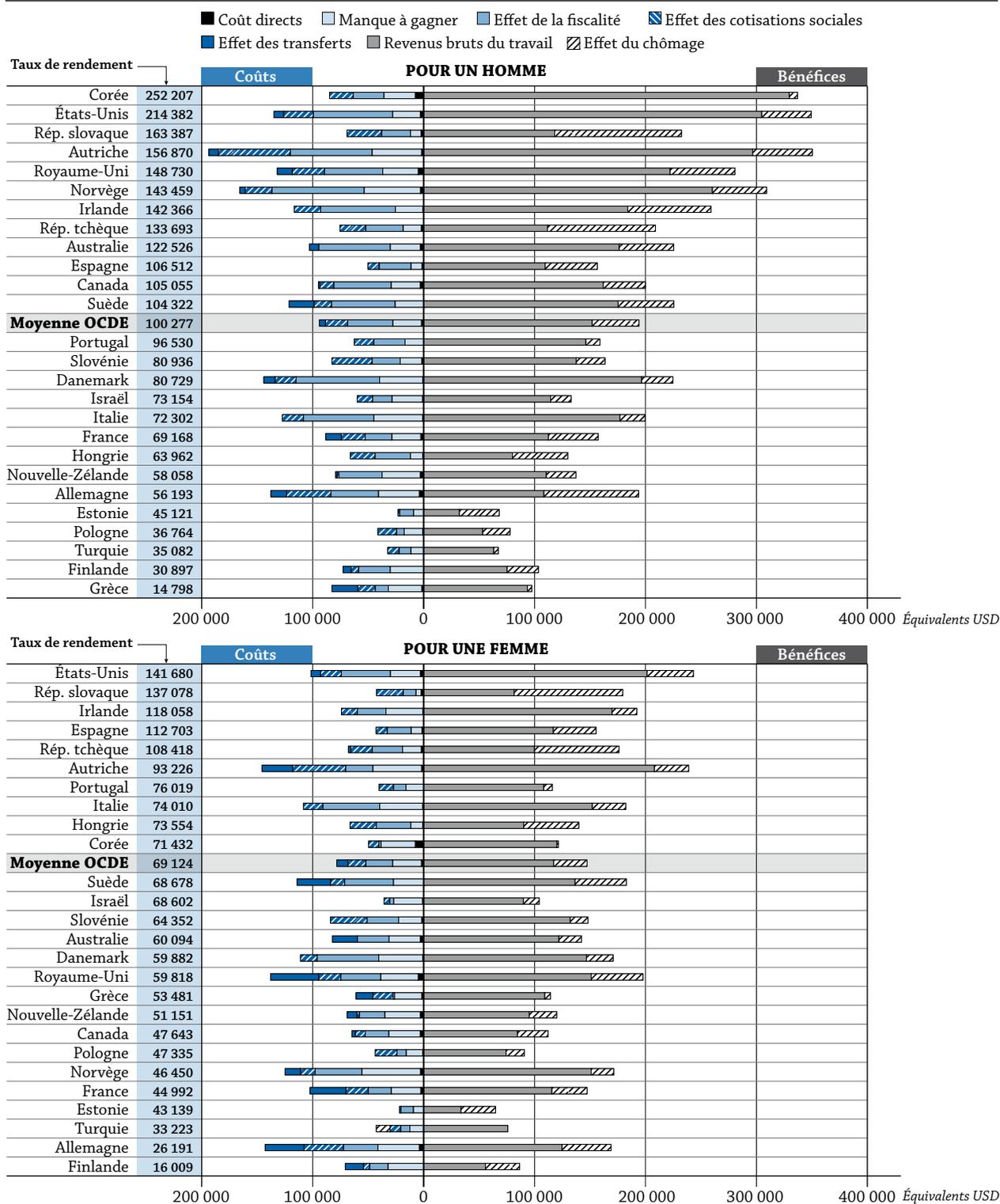
Dans les pays de l'OCDE, les hommes qui investissent dans une formation du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire peuvent compter sur un avantage net d'environ 100 000 USD durant leur vie active, par comparaison avec les hommes dont le niveau de formation est inférieur. Ce montant varie toutefois sensiblement entre les pays : ce niveau de formation procure un avantage égal ou supérieur à 200 000 USD durant la vie active en Autriche, en Corée, aux États-Unis et en Norvège (voir le tableau A7.1a).

Les bénéfices privés sont généralement basés sur les revenus bruts et sur la réduction du risque de chômage. Dans la plupart des pays, les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire bénéficient d'un avantage salarial significatif par rapport à ceux dont le niveau de formation est inférieur. La valeur de la diminution du risque de chômage peut également être élevée. En Allemagne, en République slovaque et en République tchèque, l'amélioration des perspectives sur le marché du travail des hommes ayant ce niveau de formation représente l'équivalent de 85 000 USD au moins (voir le tableau A7.1a).

Les coûts directs, le manque à gagner, la fiscalité, les transferts sociaux et les cotisations sociales (voir la section « Définitions » à la fin de cet indicateur) sont tous considérés comme faisant partie des coûts de l'éducation. Il ressort de l'analyse des chiffres relatifs aux hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire que l'effet de la fiscalité des revenus est relativement élevé en Autriche, au Danemark, aux États-Unis, en Irlande et en Norvège (où il est estimé à plus de 65 000 USD).

Graphique A7.2. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2009)

Par comparaison avec le rendement d'un niveau de formation inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire



Remarques : les chiffres de la Turquie se rapportent à l'année 2005, ceux de l'Italie et de la Pologne, à l'année 2008, et ceux de tous les autres pays, à l'année 2009.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre décroissant du taux de rendement privé net.

Source : OCDE. Tableaux A7.1a et b. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932867666>

A7

Cet effet fiscal est moins sensible en Estonie, en Grèce, en Israël, en Pologne et en Turquie, où il est estimé à moins de 20 000 USD. L'Allemagne, l'Autriche, les États-Unis, l'Irlande, la Norvège, la République slovaque, le Royaume-Uni et la Slovénie sont les pays où l'effet des cotisations sociales est le plus élevé (il y est estimé à plus de 23 000 USD). En Allemagne, au Danemark, en France, en Grèce, au Royaume-Uni et en Suède, les coûts indirects dus à une réduction des droits aux transferts sociaux (prestations sociales) représentent plus de 10 000 USD (voir le tableau A7.1a).

Pour les femmes, les coûts directs de l'investissement dans un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire sont négligeables, et le manque à gagner pendant les études représente la part la plus importante du coût de l'investissement. Ce manque à gagner varie sensiblement entre les pays, en fonction de la durée des études, des niveaux de revenus et des différentiels salariaux entre les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les individus moins instruits (voir le tableau A7.1b).

Les bonnes perspectives qui s'offrent sur le marché du travail tant aux hommes qu'aux femmes qui ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire entraînent une augmentation des coûts de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation ; il en va de même si les différentiels salariaux sont plus faibles et si les formations sont plus longues dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Le manque à gagner des hommes et des femmes est estimé à moins de 13 000 USD en Espagne, en Estonie, en Hongrie, en République slovaque et en Turquie, mais à plus de 36 000 USD en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en Italie et en Norvège (voir les tableaux A7.1a et b).

L'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires procure, en général, un rendement financier plus élevé pour les hommes que pour les femmes, sauf en Espagne, en Grèce, en Hongrie, en Italie et en Pologne, où la valeur actuelle nette privée de ce niveau de formation est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les femmes peuvent compter sur un avantage net de 69 000 USD durant leur vie active, soit 30 000 USD de moins que les hommes. La différence de rendement privé net entre les sexes est particulièrement marquée en Autriche, en Corée, aux États-Unis, en Norvège et au Royaume-Uni. C'est en Corée que cette différence est la plus sensible : l'avantage salarial brut de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire est d'environ 250 000 USD chez les hommes, contre seulement 71 000 USD chez les femmes. Cette différence s'explique principalement par la variation entre les sexes des coûts en rapport avec les transferts sociaux et le chômage (voir le graphique A7.2).

Enseignement tertiaire

Dans l'ensemble, ce sont les diplômés de l'enseignement tertiaire qui peuvent s'attendre aux rendements nets les plus élevés. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement d'un diplôme de fin d'études tertiaires est supérieur de 60 % environ à celui d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. À quelques exceptions près, le rendement privé net d'un diplôme de fin d'études tertiaires est supérieur à celui d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

Le rendement privé net d'un diplôme de fin d'études tertiaires est généralement plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Ce rendement moyen n'est pratiquement équivalent chez les hommes et chez les femmes qu'au Portugal, et n'est supérieur chez les femmes qu'en Espagne, en Grèce et en Turquie (voir les tableaux A7.3a et b).

La valeur de l'avantage salarial brut est élevée chez les diplômés de l'enseignement tertiaire, tant chez les hommes que chez les femmes : elle s'établit, en moyenne, à 330 000 USD chez les hommes et à 240 000 USD chez les femmes. Elle varie toutefois sensiblement aussi entre les pays.

La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovénie comptent parmi les pays où l'avantage salarial est supérieur à la moyenne de l'OCDE, en dépit d'un niveau de coûts et de revenus inférieur à celui d'autres pays de l'OCDE. Ce constat peut s'expliquer par le pourcentage encore relativement faible de diplômés de l'enseignement tertiaire dans la population en âge de travailler, ce qui suggère une pénurie de travailleurs plus instruits. Cette situation pourrait avoir poussé les salaires à la hausse et creusé au fil des années les inégalités salariales entre les diplômés de l'enseignement tertiaire et les individus moins instruits.

Par comparaison avec le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire, l'effet de la réduction du risque de chômage est moins marqué que celui du différentiel salarial, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, mais l'effet de la fiscalité, des cotisations sociales et des transferts sociaux, ainsi que les coûts directs de l'éducation sont plus importants. Le fait est que les diplômés de l'enseignement tertiaire restent scolarisés plus longtemps et, donc, qu'ils perdent les revenus substantiels (manque à gagner) qu'ils auraient perçus s'ils étaient entrés plus tôt dans la vie active.

Le coût privé de l'investissement dans l'enseignement tertiaire est très élevé dans certains pays. Dans les pays de l'OCDE, les individus investissent quelque 55 000 USD pour financer une formation tertiaire. Leur investissement moyen passe la barre des 100 000 USD aux États-Unis, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, compte tenu des coûts directs et indirects, et ce tant chez les hommes que chez les femmes. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les coûts directs, tels que les frais de scolarité, représentent un cinquième environ de l'investissement total consenti par les individus pour obtenir un diplôme de l'enseignement tertiaire (un montant estimé à 11 000 USD, quel que soit le sexe) (voir les tableaux A7.3a et b).

Réduire le coût privé de la poursuite des études est un moyen qui permet d'atténuer l'effet dissuasif d'un rendement peu élevé sur le marché du travail. En plus de financer les coûts directs de l'éducation, un certain nombre de pays prévoient l'octroi de bourses et de prêts d'études pour améliorer l'attrait de la poursuite des études et accroître l'accès à l'éducation. Les bourses sont des transferts en espèces, en biens ou services qu'il ne faut pas rembourser, contrairement aux prêts d'études, qui impliquent un remboursement. Cet indicateur tient compte des bourses, mais pas des prêts d'études.

Les bourses sont particulièrement importantes au Danemark, où elles couvrent plus de 40 % des coûts totaux de l'enseignement tertiaire (elles sont estimées à 25 000 USD). Elles sont estimées à plus de 8 000 USD, soit 15 % environ des coûts totaux, en Autriche, en Finlande, aux Pays-Bas et en Suède (voir les tableaux A7.3a et b).

Les chiffres montrent toutefois que les pays où les coûts directs de l'enseignement tertiaire sont les plus élevés, en l'occurrence l'Australie, la Corée, les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni, sont ceux qui n'accordent de bourses qu'au compte-gouttes ou qui n'en accordent pas. Les bourses couvrent moins de 2 % des coûts directs de l'enseignement tertiaire en Australie, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Toutefois, de nombreux pays, y compris ceux qui n'accordent des bourses que d'un montant peu élevé, proposent des prêts d'études que les bénéficiaires doivent rembourser une fois leur diplôme en poche. La réglementation sur les prêts d'études, en particulier le moment où les diplômés doivent commencer à les rembourser (une fois qu'ils ont dépassé un certain seuil de revenus, dès qu'ils sont diplômés, etc.) et le taux d'intérêt applicable, varie fortement entre les pays. Dans la plupart des prêts d'études, toutefois, le montant total du prêt devant être remboursé et le montant à rembourser par échéance dépendent des revenus réels après l'obtention du diplôme. L'existence de prêts d'études peut encourager les individus, en particulier ceux issus de milieux socio-économiques défavorisés, à poursuivre leurs études. Les prêts d'études réduisent toutefois les bénéfices financiers de l'éducation puisqu'ils doivent être remboursés après l'obtention du diplôme – ce qui réduit d'autant les revenus.

Rendement public de l'investissement dans l'éducation

Deuxième cycle de l'enseignement secondaire et enseignement post-secondaire non tertiaire

Comme indiqué ci-dessus, l'élévation du niveau de formation tend, dans l'ensemble, à entraîner l'élévation du niveau de revenus (voir l'indicateur A6). En ce sens, les investissements dans l'éducation produisent un rendement public par le biais de l'accroissement des recettes fiscales et des cotisations sociales, et de la réduction des transferts sociaux. Le rendement public de l'investissement dans la formation des hommes et des femmes

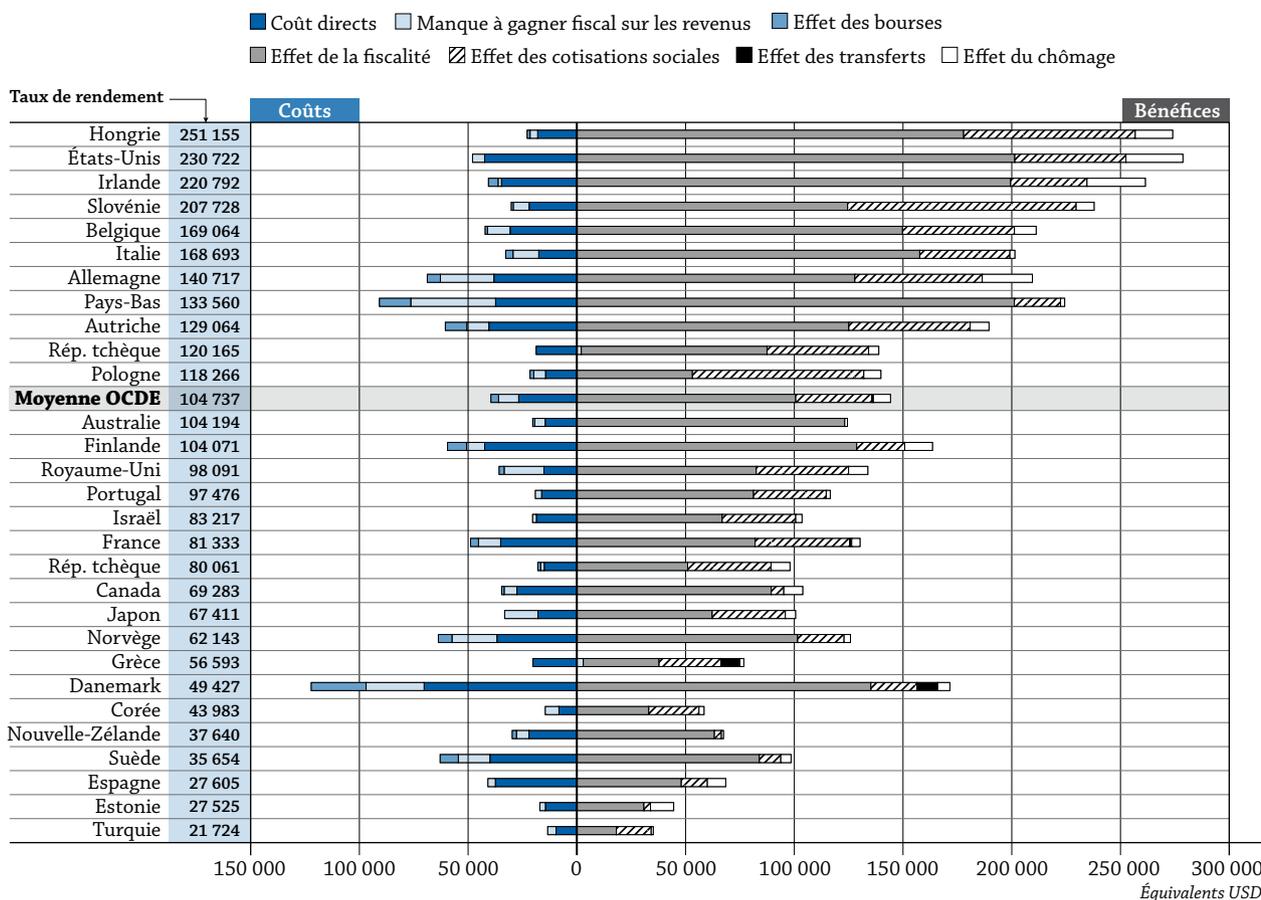
dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire est positif dans la plupart des pays. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, ce niveau de formation produit un rendement public net de 38 000 USD chez les hommes et de 22 000 USD chez les femmes (voir les tableaux A7.2a et b).

En moyenne, le rendement public de cet investissement est deux fois plus élevé que son coût public, tant chez les hommes que chez les femmes. Au Royaume-Uni, ce rendement public est six fois plus élevé que le coût public chez les hommes à ce niveau de formation, et huit fois plus élevé chez les femmes (voir les tableaux A7.2a et b).

Enseignement tertiaire

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les pouvoirs publics investissent 39 000 USD de plus dans la formation des individus dans l'enseignement tertiaire que dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire (compte tenu des dépenses publiques directes et des coûts indirects). Cet investissement public dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est le plus élevé (plus de 60 000 USD de plus que dans l'obtention d'un diplôme à un niveau inférieur d'enseignement) en Allemagne, en Autriche, au Danemark, aux Pays-Bas, en Norvège et en Suède (voir le graphique A7.3).

Graphique A7.3. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)
Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du 2^e cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire



Remarque : les chiffres de la Turquie se rapportent à l'année 2005, ceux du Japon, à l'année 2007, ceux de l'Italie, des Pays-Bas et de la Pologne, à l'année 2008, et ceux de tous les autres pays, à l'année 2009.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre décroissant du taux de rendement public net.

Source : OCDE. Tablea A7.4a. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932867685>

Dans la plupart des pays, le rendement public de l'enseignement tertiaire est nettement supérieur à celui du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Cela s'explique par l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales et la diminution des transferts sociaux qui résultent des niveaux de revenus plus élevés des diplômés de l'enseignement tertiaire. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement dans une formation de l'enseignement tertiaire est supérieur à 100 000 USD chez les hommes et à 57 000 USD chez les femmes. Compte tenu des coûts directs, du manque à gagner et des bourses publiques, les bénéfices publics d'un diplôme de l'enseignement tertiaire sont quatre fois plus élevés que les coûts publics chez les hommes, et plus de deux fois plus élevés chez les femmes (voir les tableaux A7.4a et b).

Dans l'ensemble, ce sont les différentiels salariaux qui sont à l'origine de la variation des rendements public et privé. Le rendement de l'élévation du niveau de formation est inférieur lorsque les différentiels salariaux sont plus faibles. Ce constat s'observe particulièrement au Danemark, en Norvège, en Nouvelle-Zélande et en Suède. Les pays nordiques compensent généralement les effets de cette structure d'avantage salarial faible par un système d'enseignement supérieur quasiment gratuit et l'octroi de bourses généreuses aux étudiants (voir l'indicateur B5).

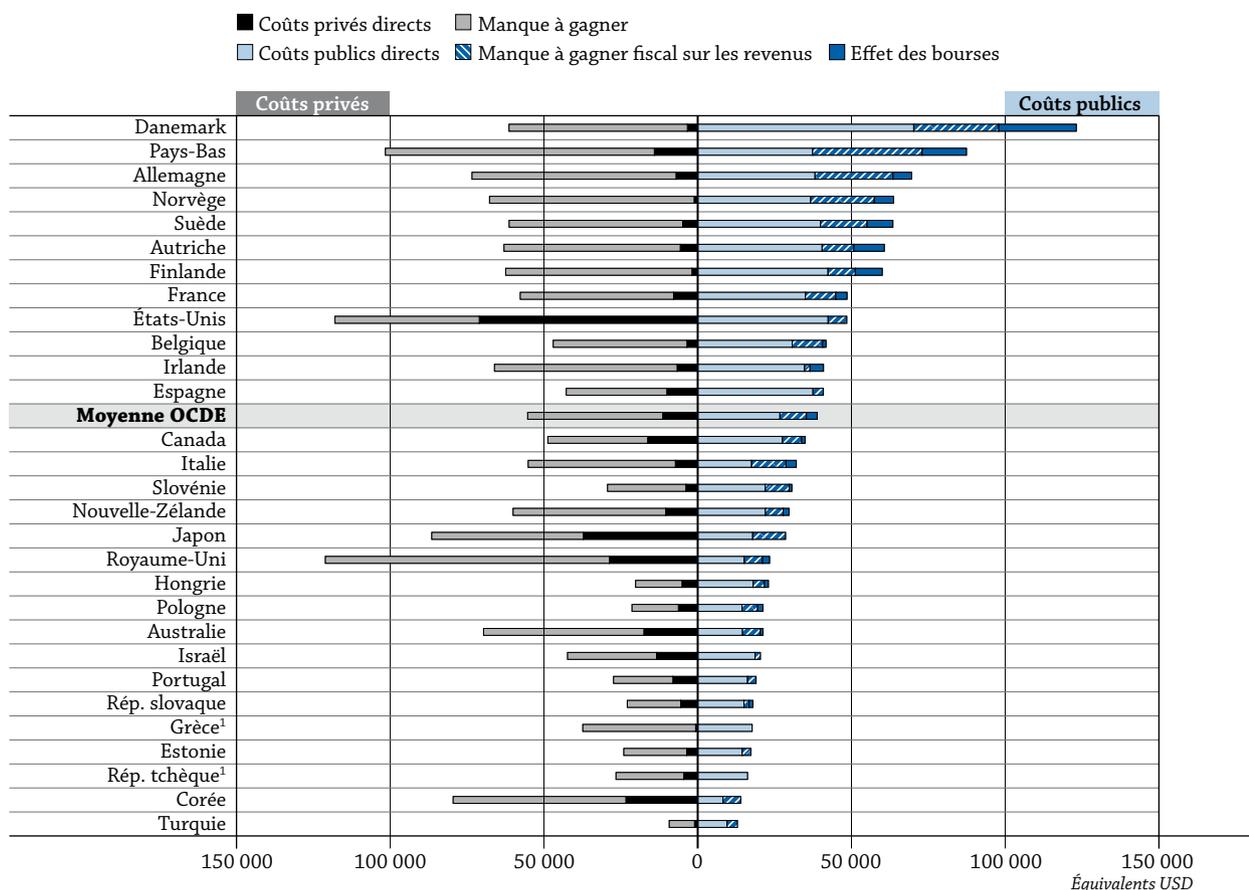
Comme les avantages salariaux varient sensiblement entre les pays de l'OCDE, la fiscalité et le rendement public varient aussi dans une mesure qui est plutôt à l'opposé des idées reçues. En raison des avantages salariaux peu élevés dans les pays nordiques, les revenus du travail des diplômés de l'enseignement tertiaire sont généralement inférieurs à la tranche de revenus où des taux marginaux d'imposition élevés sont appliqués. Les avantages publics de l'élévation du niveau de formation découlant de la fiscalité et des cotisations sociales sont généralement les plus élevés dans les pays où les différentiels salariaux sont importants ou dans ceux où les niveaux moyens de revenus atteignent des tranches fortement imposées. Les diplômés de l'enseignement tertiaire s'acquittent de cotisations sociales et d'impôts nettement plus élevés en Allemagne, en Autriche, aux États-Unis, en Hongrie, en Irlande, en Italie, aux Pays-Bas, en Pologne et en Slovaquie. Dans tous ces pays, l'avantage salarial est supérieur à la moyenne de l'OCDE et les cotisations sociales sont donc également plus élevées.

Dans un certain nombre de pays, la politique fiscale est telle qu'elle réduit les impôts effectivement versés par les individus, en particulier dans les tranches élevées de revenus. De nombreux pays de l'OCDE ont instauré des allègements fiscaux au titre des prêts hypothécaires pour favoriser l'accès à la propriété. Ces mesures favorisent les individus plus instruits dont le taux marginal d'imposition est élevé. Les incitations fiscales en matière d'immobilier sont particulièrement élevées au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en Grèce, en Norvège, aux Pays-Bas, en République tchèque et en Suède (voir Andrews *et al.*, 2011).

Répartition des coûts de l'éducation entre les pouvoirs publics et les individus

Les coûts directs de l'éducation sont en grande partie à charge des pouvoirs publics. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les individus financent quelque 30 % du total de l'investissement public et privé direct à consentir pour obtenir un diplôme de fin d'études tertiaires. Les coûts privés directs, tels que les frais de scolarité, ne représentent plus de la moitié du coût total de l'investissement public et privé direct dans l'enseignement tertiaire que dans quelques pays, notamment en Australie, en Corée, aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni. Certains pays proposent aux étudiants des bourses et des prêts d'études pour alléger le fardeau financier que représentent des études tertiaires. Les bourses sont octroyées en fonction de divers critères, en rapport par exemple avec la performance académique ou le milieu socio-économique des étudiants, pour encourager les individus de condition plus modeste à continuer leurs études. Les bourses sont particulièrement généreuses dans des pays nordiques, en l'occurrence au Danemark (25 200 USD), en Finlande (8 700 USD) et en Suède (8 300 USD), ainsi qu'en Autriche (9 900 USD) et aux Pays-Bas (14 400 USD). Il est intéressant de constater qu'il n'y a, semble-t-il, pas de relation entre les coûts directs et les bourses. Les bourses ne sont pas plus élevées dans les pays où les coûts privés directs sont les plus élevés. Au contraire, parmi les cinq pays où les coûts directs sont les plus élevés, le Royaume-Uni est le seul à accorder des bourses généreuses aux étudiants (2 200 USD) (voir le graphique A7.4).

Graphique A7.4. Comparaison des coûts publics et des coûts privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)
 Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du 2^e cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire



Remarques : les chiffres de la Turquie se rapportent à l'année 2005, ceux du Japon, à l'année 2007, ceux de l'Italie, des Pays-Bas et de la Pologne, à l'année 2008, et ceux de tous les autres pays, à l'année 2009. Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

1. Pour la Grèce et la République tchèque, les coûts publics directs correspondent aux coûts publics totaux.

Les pays sont classés par ordre décroissant des coûts publics totaux.

Source : OCDE. Tableaux A7.3b et A7.4b. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932867704>

Encadré A7.1. Comprendre le rendement public et privé de l'éducation

Le rendement privé de l'éducation est un facteur qui incite fortement les individus à investir dans leur formation au-delà de la scolarité obligatoire. Dans cet encadré, le terme « rendement » est systématiquement employé pour désigner le taux de rendement interne. Le taux interne exprime les revenus en pourcentage du rendement de l'investissement. Un rendement privé élevé incite fortement les individus à investir dans leur formation au-delà de la scolarité obligatoire. Dans les sociétés modernes, les pouvoirs publics partagent les coûts et bénéfices de l'éducation, car ils en financent une partie des coûts, mais perçoivent aussi des recettes fiscales sur les revenus plus élevés qui en découlent. Il est donc possible de calculer le rendement public d'un investissement supplémentaire dans l'éducation. Comme le rendement privé, le rendement public indique dans quelle mesure l'élévation du niveau de formation procure aux pouvoirs publics des recettes d'un montant supérieur à l'investissement qu'ils ont dû consentir pour l'obtenir.

...

Toutefois, contrairement au rendement privé, le rendement public ne peut être utilisé tel quel par les gouvernements pour choisir leurs orientations en matière d'investissement dans l'éducation. Seule une comparaison du rendement public et du rendement privé peut éclairer les responsables politiques. Cette comparaison permet plus précisément aux gouvernements de concevoir des plans optimaux de financement de l'éducation au-delà de la scolarité obligatoire.

La théorie sur le capital humain postule que l'investisseur dans l'éducation est l'individu, et non l'État. Après tout, c'est l'individu qui choisit de poursuivre ou non ses études. En prenant cette décision, il sait que consacrer plus de temps à ses études entraîne un avantage salarial par unité de temps. Mais comme sa carrière professionnelle est limitée dans le temps (par l'âge de la retraite), le temps qu'il peut consacrer à travailler après ses études est réduit. En l'absence des pouvoirs publics et dans l'hypothèse de marchés parfaits et d'individus rationnels, la théorie sur le capital humain prévoit que les individus choisiront de consacrer exactement le temps qu'il faut à leur formation pour optimiser leurs revenus pendant leur vie. Si par exemple, le rendement du capital humain augmente sous l'effet d'une innovation technologique, le modèle prévoit que les individus consacreront davantage de temps à leur formation qu'ils ne l'auraient fait autrement. L'augmentation du rendement privé incite directement les individus à revoir l'affectation de leur temps pour optimiser leurs revenus au cours de leur vie.

Une fois intégrés dans le modèle, les pouvoirs publics n'ont de meilleur choix que de ne pas influencer les choix initiaux des individus dans ce monde fictif. Cela implique que les pouvoirs publics doivent imposer les revenus tirés de l'élévation du niveau de formation (niveau de salaire plus élevé) très exactement au même taux qu'ils subventionnent le coût de l'éducation. En d'autres termes, la politique des pouvoirs publics doit être neutre (Bureau néerlandais d'analyse de la politique économique, 2012). La progressivité de la fiscalité et la fiscalité du capital entraînent des effets plus complexes, mais le principe de la neutralité reste valable (Lans Bovenberg et Jacobs, 2005).

Il convient donc d'interpréter le rendement public avec prudence. L'efficacité de la politique de financement de l'élévation du niveau de formation peut être évaluée au travers de la comparaison du rendement public et du rendement privé. Si le rendement public excède le rendement privé, les pouvoirs publics imposent le supplément de revenus découlant de l'élévation du niveau de formation à un taux plus élevé qu'ils ne subventionnent l'éducation. Cela découragera les investissements dans l'éducation et conduira à des revenus inférieurs au niveau optimal, tant pour les pouvoirs publics que pour les individus. L'inverse est vrai si le rendement public est inférieur au rendement privé. Dans ce cas, les pouvoirs publics subventionnent l'éducation à l'excès et encouragent par conséquent les individus à y investir à l'excès, ce qui fait aussi passer les revenus sous le niveau optimal qui pourrait être atteint. La politique la plus efficace est celle qui implique l'équivalence entre le rendement public et le rendement privé, ce qui n'est rien de plus qu'une autre manière d'exprimer le principe de la neutralité.

Toutefois, cette règle ne vaut que si les deux autres conditions sont réunies, à savoir que les marchés sont parfaits et que les individus font des choix rationnels. Si ces deux conditions ne sont pas réunies, les pouvoirs publics peuvent avoir des raisons de s'écarter du principe de la neutralité.

En premier lieu, l'éducation peut générer un certain nombre d'effets externes. Investir dans l'éducation peut non seulement accroître les revenus des individus, mais également entraîner des avantages ou inconvénients pour autrui que les investisseurs ne peuvent internaliser et qui rendent les marchés imparfaits. Les bénéfices que retire la société dans son ensemble peuvent être plus ou moins importants que les bénéfices que retirent les individus. Parmi les effets externes positifs, citons la diffusion du savoir, le civisme, le bien-être social et la réduction de la criminalité. Des effets externes négatifs peuvent également apparaître. La littérature suggère que les avantages publics excèdent les avantages privés, signe de l'existence d'effets positifs nets (Bureau néerlandais d'analyse de la politique économique, 2012).

...

Les subventions publiques peuvent être utilisées pour permettre aux individus d'internaliser ces avantages externes.

En deuxième lieu, investir dans l'élévation du niveau de formation est une décision rationnelle, à long terme, qui implique de trouver un équilibre entre des coûts immédiats, plus ou moins connus, de l'éducation et des gratifications incertaines à l'avenir. La littérature suggère que les individus ont tendance à sous-estimer les gratifications futures (voir, par exemple, Laibson, 1997) ou craignent énormément de prendre des risques, auquel cas, ils sont susceptibles de ne pas investir suffisamment dans l'éducation. Dans cette hypothèse, les subventions peuvent être utilisées pour corriger leur comportement. Si les effets externes sont dans l'ensemble positifs et si des facteurs comportementaux amènent les individus à prendre la décision d'investir dans l'éducation dans une mesure inférieure à la mesure optimale, les pouvoirs publics doivent subventionner cet investissement à un taux supérieur au taux marginal d'imposition des revenus du travail. Le rendement public est alors inférieur au rendement privé. Dans ce cas aussi, toutefois, le rendement public ne peut justifier en soi que les pouvoirs publics investissent davantage dans l'éducation.

Quelles en sont les implications concrètes pour l'action publique ? En fait, il est très difficile d'estimer dans l'ensemble et avec précision les rendements public et privé. C'est pourquoi les chiffres publiés dans *Regards sur l'éducation* doivent être interprétés avec prudence. Toutefois, des écarts importants entre les rendements public et privé indiquent que des analyses plus approfondies s'imposent pour déterminer si les politiques en matière de fiscalité ou de subvention sont source de fortes distorsions. Par ailleurs, les rendements public et privé ne sont utiles que pour donner des orientations sur les plans de financement optimaux de l'éducation au-delà de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire déterminer la clé de répartition des coûts et bénéfices entre les pouvoirs publics et les individus. La politique de l'éducation est loin de se limiter à cela.

Définitions

Les coûts directs indiquent le montant consacré à l'éducation chaque année toutes sources confondues (par le secteur public, le secteur privé et les ménages) et dépendent de la durée des études.

Le manque à gagner privé durant les études dépend largement du niveau de revenu que les individus qui ne sont pas en formation peuvent espérer et de la durée des études. Le manque à gagner retenu ici est net d'impôts, de cotisations sociales et de transferts sociaux.

Le manque à gagner fiscal inclut les impôts, les cotisations sociales et les transferts sociaux non perçus par les pouvoirs publics.

Les avantages salariaux bruts sont des estimations des revenus que les individus percevront une fois entrés dans la vie active.

L'effet de la fiscalité sur les revenus est l'estimation des recettes fiscales perçues par les pouvoirs publics. Il s'agit en règle générale de la principale source de bénéfices publics après des investissements dans l'éducation. Cet effet est plus marqué pour les diplômés de l'enseignement tertiaire à cause de la progressivité de la fiscalité sur les revenus.

Le taux de rendement interne indique le taux d'intérêt réel auquel l'investissement est neutre.

La valeur actuelle nette est la différence entre les bénéfices et les coûts actualisés de l'investissement. Elle indique la plus-value de l'éducation en plus du taux d'intérêt réel de 3 % appliqué à ces flux de trésorerie.

L'effet des cotisations sociales ne concerne ici que les cotisations sociales acquittées par les individus, et non celles versées par les employeurs. Les cotisations patronales sont une autre source de recette pour les pouvoirs publics. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les individus paient des cotisations sociales forfaitaires, de sorte que les différences entre niveaux de formation sont plus faibles et proportionnelles aux niveaux de revenus.

L'effet des transferts concerne les transferts sociaux à un niveau donné de revenus.

L'effet du chômage est exprimé sous forme monétaire sur la base du niveau de revenus à des niveaux de formation différents durant la vie active.

Méthodologie

Cet indicateur repose sur des informations publiées dans d'autres chapitres de l'édition de 2012 de *Regards sur l'éducation*, à une exception près : la base de données de l'OCDE relative aux charges fiscales sur le revenu du travail a été utilisée pour calculer les rendements publics et analyser les bénéfices nets des individus. Les données sur les revenus proviennent d'une collecte de données réalisée par le réseau LSO (*Labour market and social outcomes of learning*) de l'OCDE (ces données ont été publiées sous forme de revenus relatifs dans l'édition de 2012 de *Regards sur l'éducation*, indicateur A8). Les données sur les coûts directs de l'éducation proviennent des indicateurs B1 et B3. Les données sur la probabilité de trouver un emploi (les taux de chômage par niveau de formation et groupe d'âge) proviennent de l'indicateur A7. Le salaire minimal est utilisé comme indicateur de ce qu'un étudiant aurait pu gagner s'il n'avait pas été en formation pour calculer le manque à gagner associé au niveau de formation égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

La méthode retenue ici pour calculer le rendement de l'éducation est celle dite de la valeur actuelle nette de l'investissement. Dans ce cadre, les coûts et bénéfices pendant toute la durée de la vie sont rapportés au début de l'investissement. Cela consiste à actualiser tous les flux financiers depuis le début de l'investissement au moyen d'un taux d'intérêt (le taux d'actualisation). Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il doit refléter non seulement le terme de l'investissement, mais également le coût de l'emprunt ou le risque perçu de l'investissement. Pour simplifier l'équation et faciliter l'interprétation des résultats, le même taux d'actualisation a été appliqué dans tous les pays de l'OCDE.

Ce sont les obligations d'État à long terme qui ont été utilisées comme référence pour choisir un taux d'actualisation probant. Le taux d'intérêt moyen à long terme était de l'ordre de 4.4 % en 2009 dans les pays de l'OCDE (Base de données de l'OCDE sur les statistiques financières). Dans l'hypothèse que les banques centrales ont réussi à ancrer les prévisions d'inflation à 2 % au plus par an, ce taux correspond à un taux d'intérêt réel de 2 % à 3 %. Le taux d'actualisation retenu dans cet indicateur (3 %) reflète le fait que les calculs sont effectués en prix constants. La modification du taux d'actualisation a un impact important sur la valeur actuelle nette de l'éducation.

Grâce à l'actualisation des coûts et bénéfices au moyen de ce taux d'intérêt, le rendement financier de l'investissement et la valeur des différentes composantes sont comparables dans le temps et entre les pays. L'utilisation de la même unité d'analyse offre aussi la possibilité d'inclure ou d'exclure des composantes entre des niveaux d'enseignements, ou entre le secteur privé et le secteur public, pour mieux comprendre les interactions entre les différents facteurs.

La valeur actuelle nette est calculée selon la même méthode que le taux de rendement interne. La principale différence entre les deux concepts tient à la manière de fixer le taux d'intérêt. Le taux de rendement interne se calcule sur la base du taux d'intérêt correspondant au point d'équivalence entre le coût de l'investissement et l'avantage financier qu'il procure, soit au moment où le seuil de rentabilité est atteint.

Dans le calcul de la valeur actuelle nette privée, les coûts privés de l'investissement comprennent le manque à gagner après impôts, ajusté de la probabilité de trouver un emploi (dérivée du taux de chômage), ainsi que les coûts privés directs de l'éducation. Ces deux flux financiers sont étalés sur la durée des études. Côté bénéfices,

A7

les profils de revenus par groupe d'âge sont utilisés pour calculer le différentiel salarial entre les niveaux de formation. Ces différences de rémunération brute sont corrigées en fonction des différences d'impôt sur le revenu, de cotisations sociales et de transferts sociaux (allocations d'aide au logement et aides sociales sous condition de ressources) pour obtenir des différences de rémunération nette. Les flux financiers sont ensuite corrigés en fonction de la probabilité de trouver un emploi. Ces calculs sont effectués séparément pour les individus de sexe masculin et féminin afin d'intégrer les différences de rémunération et de taux de chômage entre les sexes.

Dans le calcul de la valeur actuelle nette publique, les coûts publics comprennent le manque à gagner fiscal pendant les années d'études (impôt sur le revenu et cotisations sociales) et les dépenses publiques, compte tenu de la durée des études. Le manque à gagner fiscal est peu élevé dans certains pays, car les jeunes adultes gagnent moins. Les dépenses publiques au titre de l'éducation comprennent les dépenses directes (la rémunération des enseignants, la construction des bâtiments, l'achat de manuels scolaires, etc.) et les transferts publics aux entités privées (les bourses et les aides publiques aux ménages au titre de l'éducation, et les transferts aux autres entités privées au titre des formations en entreprise, etc.). Sont imputées dans les bénéfices publics l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales, et la diminution des transferts sociaux (notamment les allocations d'aide au logement et autres prestations sociales qui ne sont plus versées au-delà d'un certain niveau de revenus) qui résultent de l'accroissement des revenus.

Il convient d'émettre ici quelques réserves conceptuelles concernant l'estimation du rendement financier :

- L'âge de 64 ans est utilisé comme limite supérieure pour calculer le rendement pendant la durée de la vie dans tous les pays. Toutefois, l'âge du départ à la retraite varie sensiblement entre les pays. Quelques années de vie active de plus ou de moins peuvent avoir un impact important sur le rendement public et privé de l'éducation. Il est possible dès lors que les taux soient sous-estimés ou surestimés dans les pays où l'âge du départ à la retraite s'écarte dans une grande mesure de l'âge de 64 ans.
- Comme les revenus augmentent généralement avec le niveau de formation, les individus plus instruits consomment généralement davantage de biens et services, et donc, contribuent davantage aux recettes fiscales (TVA). Les rendements publics sont donc sous-estimés dans cet indicateur.
- Les individus mieux rémunérés ont également tendance à financer davantage leur retraite : ils jouissent donc de revenus supplémentaires une fois qu'ils sont à la retraite, mais cet avantage n'est pas pris en compte dans cette analyse. Les individus plus instruits ont également tendance à vivre plus longtemps, ce qui implique des coûts publics supplémentaires, dont il n'est pas non plus tenu compte ici.
- De nombreux pays prévoient l'octroi de prêts d'études à des taux d'intérêt peu élevés. Les prêts d'études peuvent inciter fortement des individus à poursuivre des études et réduisent le coût de l'élévation du niveau de formation. Toutefois, ils réduisent aussi les bénéfices financiers de l'éducation puisqu'ils doivent être remboursés par la suite. Ces aides publiques peuvent avoir un impact considérable sur le rendement privé de l'éducation, mais elles ne sont pas retenues ici.
- Les coûts privés directs incluent, outre les frais de scolarité, le coût du matériel scolaire et les dépenses quotidiennes occasionnées, le cas échéant, par le changement de résidence requis pour suivre une formation spécifique. Ces derniers frais ne sont pas pris en considération ici.
- Les chiffres rapportés ici sont uniquement des valeurs comptables. Les résultats seraient assurément différents si les estimations économétriques se basaient sur des microdonnées (provenant d'enquêtes auprès des ménages ou des individus) et non sur le cumul des revenus du travail tout au long de la vie, dérivé des revenus moyens.
- La prudence est de mise lors de l'interprétation des chiffres relatifs au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et à l'enseignement post-secondaire non tertiaire, car le salaire minimal a été utilisé comme variable.

Pour toutes ces raisons, la prudence est de rigueur lors de l'analyse du rendement de l'éducation dans les différents pays.

La méthode retenue ici consiste à estimer les futurs revenus du travail à différents niveaux de formation sur la base de la variation actuelle des revenus bruts entre les groupes d'âge et les niveaux de formation. Toutefois, la relation entre les différents niveaux de formation et les revenus du travail pourrait varier à l'avenir, sous l'effet de l'évolution technologique, économique ou sociale.

La variation des rendements qui s'observe entre les pays s'explique en partie par des différences institutionnelles et des différences contextuelles qui n'obéissent pas aux lois du marché, par exemple les cadres institutionnels qui limitent la variation des revenus relatifs du travail.

Les bénéfices de l'éducation sont estimés compte tenu de l'effet de l'éducation sur la probabilité que les individus ont de trouver du travail s'ils en cherchent. Toutefois, avec l'inclusion de cette variable, les estimations sont sensibles au stade du cycle économique lors duquel la collecte des données a eu lieu. Comme les individus plus instruits sont dans l'ensemble plus susceptibles de travailler, la valeur de l'éducation augmente lorsque la croissance économique est faible.

Par souci de comparabilité internationale, un certain nombre d'hypothèses restrictives ont été appliquées dans les calculs. Dans le calcul du coût des investissements dans l'éducation, le manque à gagner a été normalisé pour correspondre au salaire minimum légal ou à son équivalent dans les pays dont les chiffres sur les revenus incluent les revenus des travailleurs à temps partiel ou, en l'absence de salaire minimal légal, au salaire calculé sur la base des salaires fixés dans les conventions collectives. Cette hypothèse a été retenue pour compenser les revenus du travail particulièrement peu élevés des individus âgés de 15 à 24 ans, à l'origine des estimations trop élevées présentées dans des éditions antérieures de *Regards sur l'éducation*. Le manque à gagner est calculé sur la base des revenus effectifs en Hongrie, au Japon, aux Pays-Bas, au Portugal, en République tchèque et au Royaume-Uni, où les revenus des travailleurs à temps partiel sont exclus des données sur les revenus du travail.

Les coûts et bénéfices relatifs au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et à l'enseignement post-secondaire non tertiaire n'ont pas été calculés en Belgique et aux Pays-Bas, car ces niveaux d'enseignement y sont obligatoires. Cette particularité rend inapplicable la méthodologie retenue dans cet indicateur, dans la mesure où l'approche se base sur la théorie de l'investissement. Cette approche postule que les individus prennent la décision d'investir dans une formation à un niveau d'enseignement donné pour en tirer bénéfice. Dans les pays où le niveau d'enseignement considéré est obligatoire, les individus n'ont pas à prendre cette décision, ce qui rend la méthodologie inadéquate.

Pour de plus amples informations sur la méthodologie utilisée, consulter OCDE, 2011, et l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Références

Andrews, D., A. Caldera Sánchez et A. Johansson (2011), « Housing Markets and Structural Policies in OECD Countries », *Documents de travail du département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 836, Éditions OCDE.

Bureau néerlandais d'analyse de la politique économique (2012), « Increases of Private Contribution to Higher Education », La Haye.

Laibson, D. (1997), « Golden Eggs and Hyperbolic Discounting », *Quarterly Journal of Economics*, mai, pp. 443-477.

Lans Bovenberg, A. et B. Jacobs (2005), « Redistribution and Education Subsidies are Siamese Twins », *Journal of Public Economics*, vol. 89 (11-12), pp. 2005-2035.

OCDE (2011), « A User's Guide to Indicator A9 – Incentives to Invest in Education », accessible en ligne en anglais uniquement (www.oecd.org/edu/eag2011).

OCDE (2013), « Taux de change (USD : moyennes mensuelles) », *Statistiques monétaires et financières mensuelles (PIE)* (base de données), <http://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryId=169> (consultée le 13 mai 2013).

Tableaux de l'indicateur A7

Tableau A7.1a Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870098>

Tableau A7.1b Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870117>

Tableau A7.2a Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870136>

Tableau A7.2b Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870155>

Tableau A7.3a Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870174>

Tableau A7.3b Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870193>

Tableau A7.4a Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870212>

Tableau A7.4b Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870231>

Tableau A7.1a. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
OCDE	Australie	2009	- 3 019	- 27 156	- 30 175	176 400	- 64 407	0	- 8 303	49 011	152 701	122 526	19.9%
	Autriche	2009	- 1 890	- 44 642	- 46 532	296 619	- 73 664	- 64 903	- 8 442	53 792	203 402	156 870	13.1%
	Belgique ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Canada	2009	- 3 176	- 26 160	- 29 336	161 993	- 51 689	- 12 759	- 1 050	37 895	134 391	105 055	13.9%
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2009	- 2 116	- 16 417	- 18 533	111 711	- 33 748	- 22 963	0	97 226	152 226	133 693	23.8%
	Danemark	2009	- 767	- 38 878	- 39 645	196 594	- 75 388	- 18 916	- 10 020	28 105	120 374	80 729	11.8%
	Estonie	2009	- 252	- 8 833	- 9 085	32 324	- 12 566	- 1 362	0	35 810	54 206	45 121	16.9%
	Finlande	2009	- 178	- 30 022	- 30 201	75 381	- 28 532	- 6 632	- 7 202	28 082	61 097	30 897	7.8%
	France	2009	- 2 632	- 26 088	- 28 720	112 593	- 23 972	- 21 496	- 13 971	44 735	97 888	69 168	10.9%
	Allemagne	2009	- 3 973	- 36 807	- 40 779	108 511	- 42 779	- 39 984	- 14 061	85 286	96 973	56 193	8.2%
	Grèce	2009	- 1 780	- 30 044	- 31 824	93 624	- 11 870	- 15 658	- 23 320	3 845	46 622	14 798	4.1%
	Hongrie	2009	- 823	- 11 014	- 11 837	80 092	- 31 994	- 22 087	0	49 789	75 800	63 962	19.4%
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2009	- 688	- 24 715	- 25 403	184 104	- 67 498	- 23 665	0	74 829	167 770	142 366	20.4%
	Israël	2009	- 1 120	- 27 472	- 28 592	114 461	- 17 425	- 13 778	0	18 488	101 746	73 154	10.1%
	Italie	2008	- 986	- 43 886	- 44 872	177 073	- 63 514	- 18 903	0	22 519	117 174	72 302	8.1%
	Japon ²		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	2009	- 7 620	- 28 267	- 35 888	329 758	- 27 699	- 21 179	0	7 215	288 094	252 207	12.6%
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Nouvelle-Zélande	2009	- 3 128	- 34 334	- 37 462	110 659	- 38 760	- 2 339	- 711	26 671	95 519	58 058	8.1%	
Norvège	2009	- 2 859	- 50 874	- 53 734	260 393	- 83 124	- 24 042	- 4 703	48 669	197 192	143 459	13.2%	
Pologne	2008	- 916	- 16 602	- 17 518	53 311	- 6 965	- 16 753	0	24 689	54 282	36 764	10.3%	
Portugal	2009	0	- 16 727	- 16 727	146 280	- 28 260	- 17 439	0	12 676	113 256	96 530	12.2%	
Rép. slovaque	2009	- 2 358	- 9 468	- 11 826	118 139	- 26 127	- 31 086	0	114 287	175 214	163 387	34.6%	
Slovénie	2009	- 1 803	- 19 322	- 21 125	137 605	- 25 432	- 35 986	0	25 875	102 061	80 936	15.9%	
Espagne	2009	- 1 464	- 10 001	- 11 465	109 692	- 28 649	- 9 921	0	46 855	117 977	106 512	21.2%	
Suède	2009	- 21	- 25 769	- 25 790	175 330	- 57 342	- 15 777	- 22 368	50 269	130 112	104 322	16.3%	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	- 336	- 11 218	- 11 554	63 318	- 10 584	- 10 115	0	4 017	46 637	35 082	9.5%	
Royaume-Uni	2009	- 4 880	- 31 944	- 36 824	222 261	- 52 477	- 29 089	- 13 494	58 353	185 553	148 730	13.9%	
États-Unis	2009	- 2 930	- 25 106	- 28 036	304 861	- 71 514	- 26 707	- 8 675	44 454	242 418	214 382	20.6%	
Moyenne OCDE		- 1 989	- 25 837	- 27 826	152 042	- 40 615	- 20 136	- 5 243	42 055	128 103	100 277	14.5%	
Moyenne UE21		- 1 529	- 24 510	- 26 039	135 069	- 38 376	- 22 923	- 6 271	47 612	115 110	89 071	14.9%	
Autres G20	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les hommes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

Source : OCDE. *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870098>

A7

Tableau A7.1b. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
OCDE	Australie	2009	- 3 019	- 28 198	- 31 217	122 044	- 28 457	0	- 22 467	20 190	91 311	60 094	12.7%
	Autriche	2009	- 1 890	- 43 950	- 45 840	208 105	- 24 496	- 47 697	- 27 606	30 761	139 066	93 226	10.6%
	Belgique ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Canada	2009	- 3 176	- 28 317	- 31 493	84 708	- 21 088	- 9 042	- 2 803	27 362	79 136	47 643	7.4%
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2009	- 2 116	- 16 853	- 18 969	99 967	- 27 339	- 19 280	- 2 144	76 183	127 387	108 418	20.7%
	Danemark	2009	- 767	- 39 659	- 40 426	146 775	- 55 677	- 14 804	0	24 014	100 308	59 882	9.9%
	Estonie	2009	- 252	- 9 051	- 9 303	33 745	- 11 179	- 1 290	0	31 166	52 442	43 139	25.9%
	Finlande	2009	- 178	- 31 990	- 32 168	55 774	- 16 608	- 5 546	- 16 226	30 783	48 177	16 009	5.5%
	France	2009	- 2 632	- 26 610	- 29 242	115 681	- 20 689	- 20 151	- 32 278	31 671	74 234	44 992	7.8%
	Allemagne	2009	- 3 973	- 37 238	- 41 210	124 880	- 31 103	- 35 604	- 34 860	44 088	67 401	26 191	5.9%
	Grèce	2009	- 1 780	- 24 381	- 26 160	109 244	- 1 304	- 18 230	- 15 164	5 096	79 641	53 481	7.8%
	Hongrie	2009	- 823	- 10 788	- 11 611	90 284	- 31 059	- 23 601	0	49 541	85 165	73 554	21.9%
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2009	- 688	- 33 235	- 33 923	169 908	- 25 758	- 14 394	0	22 225	151 980	118 058	21.3%
	Israël	2009	- 1 120	- 25 901	- 27 021	90 011	- 3 606	- 4 902	0	14 120	95 623	68 602	10.3%
	Italie	2008	- 986	- 38 624	- 39 610	152 167	- 51 238	- 17 293	0	29 983	113 620	74 010	8.4%
	Japon ²		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	2009	- 7 620	- 30 787	- 38 407	120 130	- 1 914	- 9 164	0	787	109 839	71 432	10.8%
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande	2009	- 3 128	- 31 941	- 35 069	95 339	- 22 970	- 2 033	- 8 738	24 622	86 220	51 151	9.2%
	Norvège	2009	- 2 859	- 52 871	- 55 731	151 109	- 41 979	- 13 303	- 13 885	20 239	102 181	46 450	6.4%
	Pologne	2008	- 916	- 14 879	- 15 794	74 416	- 8 271	- 19 448	0	16 433	63 130	47 335	10.5%
	Portugal	2009	0	- 15 946	- 15 946	108 338	- 11 302	- 12 754	0	7 683	91 965	76 019	12.1%
	Rép. slovaque	2009	- 2 358	- 4 617	- 6 975	81 677	- 11 451	- 23 898	0	97 725	144 054	137 078	48.4%
Slovénie	2009	- 1 803	- 20 740	- 22 543	132 244	- 28 476	- 32 797	0	15 924	86 895	64 352	10.5%	
Espagne	2009	- 1 464	- 9 868	- 11 332	116 983	- 21 569	- 9 851	0	38 471	124 035	112 703	24.9%	
Suède	2009	- 21	- 27 283	- 27 304	136 537	- 43 847	- 12 740	- 30 163	46 195	95 982	68 678	11.0%	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	- 336	- 12 058	- 12 394	75 879	- 8 395	- 9 432	0	- 12 434	45 618	33 223	9.2%	
Royaume-Uni	2009	- 4 880	- 33 859	- 38 739	151 062	- 35 926	- 19 985	- 43 256	46 662	98 557	59 818	9.3%	
États-Unis	2009	- 2 930	- 27 153	- 30 083	201 542	- 44 205	- 18 597	- 8 544	41 567	171 763	141 680	16.5%	
Moyenne OCDE		- 1 989	- 26 031	- 28 020	117 252	- 24 227	- 15 994	- 9 928	30 041	97 143	69 124	13.7%	
Moyenne UE21		- 1 529	- 24 420	- 25 950	117 099	- 25 405	- 19 409	- 11 205	35 811	96 891	70 941	15.1%	
Autres G20	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les femmes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

 Source : OCDE. *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870117>

Tableau A7.2a. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

OCDE	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
Australie	2009	- 15 955	- 3 020	- 18 975	55 053	0	8 303	9 355	72 710	53 735	17.1%
Autriche	2009	- 42 552	- 8 054	- 50 606	67 624	55 258	8 442	15 685	147 010	96 404	9.2%
Belgique ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Canada	2009	- 26 071	- 5 023	- 31 094	45 151	10 200	1 050	9 097	65 497	34 403	6.7%
Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Rép. tchèque	2009	- 21 277	1 458	- 19 819	22 510	12 319	0	21 883	56 711	36 892	10.2%
Danemark	2009	- 30 337	- 18 553	- 48 890	67 718	15 671	10 020	10 915	104 324	55 434	7.7%
Estonie	2009	- 18 857	- 1 210	- 20 066	6 687	650	0	6 592	13 928	- 6 138	1.5%
Finlande	2009	- 21 711	- 4 391	- 26 103	23 424	4 855	7 202	6 884	42 366	16 263	6.5%
France	2009	- 31 556	- 5 171	- 36 727	19 109	15 422	13 971	10 937	59 440	22 713	6.4%
Allemagne	2009	- 27 953	- 14 083	- 42 036	29 047	22 523	14 061	31 192	96 824	54 788	9.4%
Grèce	2009	- 22 045	2 032	- 20 013	11 723	15 045	23 320	760	50 848	30 835	6.0%
Hongrie	2009	- 14 716	- 2 674	- 17 391	24 747	13 668	0	15 666	54 081	36 690	10.0%
Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Irlande	2009	- 29 498	- 763	- 30 261	59 215	19 169	0	12 780	91 164	60 903	8.1%
Israël	2009	- 15 405	- 1 650	- 17 055	16 363	12 601	0	2 240	31 204	14 148	5.5%
Italie	2008	- 32 919	- 10 264	- 43 183	59 003	16 776	0	6 638	82 418	39 235	6.0%
Japon ²		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Corée	2009	- 24 344	- 2 983	- 27 327	27 524	20 643	0	711	48 878	21 551	4.8%
Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Pays-Bas ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Nouvelle-Zélande	2009	- 21 397	- 3 991	- 25 388	33 911	1 888	711	5 299	41 810	16 422	5.3%
Norvège	2009	- 36 851	- 15 816	- 52 667	73 644	20 269	4 703	13 253	111 869	59 202	8.0%
Pologne	2008	- 16 232	- 5 565	- 21 797	5 188	11 477	0	7 053	23 718	1 921	3.4%
Portugal	2009	- 20 476	- 2 386	- 22 862	27 209	16 054	0	2 436	45 699	22 837	5.5%
Rép. slovaque	2009	- 13 158	- 910	- 14 068	18 167	15 854	0	23 191	57 212	43 145	13.4%
Slovénie	2009	- 18 800	- 5 902	- 24 702	23 126	30 304	0	7 989	61 419	36 716	8.9%
Espagne	2009	- 19 800	- 1 030	- 20 830	24 782	6 967	0	6 822	38 570	17 739	5.5%
Suède	2009	- 28 557	- 6 913	- 35 470	46 699	12 285	22 368	14 135	95 487	60 018	14.8%
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	2005	- 4 776	- 4 551	- 9 327	9 997	9 514	0	1 188	20 699	11 371	6.4%
Royaume-Uni	2009	- 17 187	2 307	- 14 881	44 425	24 434	13 494	12 707	95 060	80 179	21.2%
États-Unis	2009	- 33 481	- 3 231	- 36 713	65 191	23 333	8 675	9 698	106 897	70 185	10.0%
Moyenne OCDE		- 23 304	- 4 705	- 28 010	34 894	15 661	5 243	10 196	65 994	37 984	8.4%
Moyenne UE21		- 23 757	- 4 560	- 28 317	32 245	17 152	6 271	11 904	67 571	39 254	8.5%
Autres G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les hommes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

Source : OCDE. *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870136>

A7

Tableau A7.2b. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
OCDE	Australie	2009	- 15 955	- 3 136	- 19 091	26 218	0	22 467	2 239	50 924	31 833	18.4%
	Autriche	2009	- 42 552	- 7 929	- 50 481	23 951	42 287	27 606	5 954	99 799	49 318	7.8%
	Belgique ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Canada	2009	- 26 071	- 5 437	- 31 508	17 830	7 276	2 803	5 025	32 934	1 425	3.2%
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2009	- 21 277	1 497	- 19 781	20 002	10 946	2 144	15 671	48 763	28 983	8.8%
	Danemark	2009	- 30 337	- 18 925	- 49 263	49 790	11 689	0	9 001	70 481	21 218	5.3%
	Estonie	2009	- 18 857	- 1 240	- 20 096	6 916	672	0	4 880	12 469	- 7 628	0.6%
	Finlande	2009	- 21 711	- 4 679	- 26 390	12 075	3 607	16 226	6 472	38 380	11 989	6.6%
	France	2009	- 31 556	- 5 275	- 36 831	17 923	15 865	32 278	7 052	73 117	36 287	6.7%
	Allemagne	2009	- 27 953	- 14 248	- 42 201	27 294	26 613	34 860	12 800	101 567	59 366	10.9%
	Grèce	2009	- 22 045	1 649	- 20 396	1 347	17 423	15 164	764	34 699	14 303	4.8%
	Hongrie	2009	- 14 716	- 2 620	- 17 336	24 816	15 247	0	14 598	54 660	37 324	10.4%
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2009	- 29 498	- 1 027	- 30 524	24 738	13 916	0	1 498	40 152	9 628	4.2%
	Israël	2009	- 15 405	- 1 556	- 16 961	3 499	4 383	0	626	8 508	- 8 453	0.7%
	Italie	2008	- 32 919	- 9 033	- 41 952	47 153	14 467	0	6 910	68 530	26 578	5.2%
	Japon ²		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	2009	- 24 344	- 3 145	- 27 488	1 904	9 104	0	70	11 078	- 16 410	-1.3%
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande	2009	- 21 397	- 3 713	- 25 110	19 183	1 618	8 738	4 202	33 740	8 631	4.8%
	Norvège	2009	- 36 851	- 16 437	- 53 288	39 007	11 741	13 885	4 534	69 166	15 879	4.8%
	Pologne	2008	- 16 232	- 4 987	- 21 219	7 206	15 942	0	4 571	27 719	6 500	4.2%
	Portugal	2009	- 20 476	- 2 275	- 22 751	11 178	11 919	0	958	24 055	1 304	3.2%
	Rép. slovaque	2009	- 13 158	- 444	- 13 601	8 542	10 905	0	15 902	35 349	21 747	9.1%
	Slovénie	2009	- 18 800	- 6 335	- 25 135	27 178	29 297	0	4 798	61 272	36 137	7.8%
	Espagne	2009	- 19 800	- 1 016	- 20 817	20 119	7 434	0	3 866	31 420	10 603	4.5%
	Suède	2009	- 28 557	- 7 319	- 35 876	34 935	9 544	30 163	12 109	86 750	50 875	13.4%
	Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	2005	- 4 776	- 4 892	- 9 668	10 025	11 264	0	- 3 463	17 827	8 159	5.8%	
Royaume-Uni	2009	- 17 187	4 881	- 12 306	30 198	16 609	43 256	9 105	99 167	86 861	20.9%	
États-Unis	2009	- 33 481	- 3 495	- 36 976	39 703	15 443	8 544	7 657	71 346	34 370	6.9%	
Moyenne OCDE		- 23 304	- 4 659	- 27 963	21 259	12 893	9 928	6 069	50 149	22 186	6.8%	
Moyenne UE21		- 23 757	- 4 407	- 28 164	21 965	15 243	11 205	7 606	56 019	27 855	7.5%	
Autres G20	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les femmes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

Source : OCDE, *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870155>

Tableau A7.3a. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)

Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Effet des bourses	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
OCDE	Australie 2009	-17 528	-50 814	-68 342	339 977	-124 441	0	0	5 363	7	220 906	152 564	9.0%
	Autriche 2009	-5 689	-56 184	-61 872	404 385	-129 756	-59 771	0	24 265	9 852	248 975	187 103	11.7%
	Belgique 2009	-3 514	-45 409	-48 922	352 354	-156 492	-54 714	0	23 422	1 047	165 617	116 694	10.4%
	Canada 2009	-16 282	-30 684	-46 966	287 032	-96 213	-7 645	0	31 906	1 103	216 183	169 217	12.3%
	Chili	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque 2009	-4 692	-23 017	-27 709	424 850	-88 209	-48 588	0	16 814	0	304 867	277 158	20.1%
	Danemark 2009	-3 365	-55 899	-59 263	266 180	-139 677	-22 432	-9 435	12 030	25 189	131 855	72 592	8.5%
	Estonie 2009	-3 583	-18 346	-21 929	150 074	-40 454	-4 070	0	53 647	0	159 197	137 268	22.0%
	Finlande 2009	-1 873	-56 911	-58 784	343 119	-138 956	-24 568	0	39 479	8 730	227 803	169 020	11.9%
	France 2009	-7 868	-51 472	-59 340	338 590	-83 938	-45 390	-880	13 494	3 620	225 495	166 155	10.1%
	Allemagne 2009	-7 061	-64 242	-71 304	353 025	-140 458	-69 031	0	54 278	6 021	203 835	132 531	9.2%
	Grèce 2009	-690	-43 715	-44 405	182 193	-35 679	-29 437	-8 700	6 156	0	114 533	70 128	7.5%
	Hongrie 2009	-5 131	-14 443	-19 575	464 922	-188 649	-85 331	0	37 732	1 283	229 956	210 381	25.6%
	Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande 2009	-6 716	-50 436	-57 152	512 095	-219 981	-41 438	0	90 659	4 361	345 695	288 543	19.8%
	Israël 2009	-13 394	-28 223	-41 617	281 602	-68 554	-34 985	0	14 996	0	193 060	151 443	11.4%
	Italie 2008	-7 285	-50 608	-57 893	408 011	-159 562	-41 835	0	3 295	3 330	213 239	155 346	8.1%
	Japon 2007	-37 215	-66 750	-103 965	326 614	-64 523	-36 039	0	20 931	0	246 983	143 018	7.4%
	Corée 2009	-23 378	-54 050	-77 428	280 071	-34 128	-24 344	0	17 002	0	238 601	161 173	16.0%
	Luxembourg	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas 2008	-14 113	-90 118	-104 231	455 296	-202 175	-22 153	0	4 778	14 371	250 117	145 886	7.9%	
Nouvelle-Zélande 2009	-10 414	-49 605	-60 019	188 649	-64 074	-3 261	0	3 169	1 891	126 375	66 357	6.7%	
Norvège 2009	-1 180	-66 506	-67 686	273 737	-103 788	-22 034	0	9 009	6 226	163 151	95 465	6.7%	
Pologne 2008	-6 291	-15 995	-22 287	367 019	-55 868	-83 937	0	23 960	1 742	252 917	230 630	23.4%	
Portugal 2009	-8 085	-19 784	-27 869	304 147	-82 653	-33 871	0	4 128	0	191 751	163 882	14.9%	
Rép. slovaque 2009	-5 543	-17 281	-22 823	302 035	-55 140	-42 864	0	34 628	1 250	239 909	217 086	21.5%	
Slovénie 2009	-3 858	-25 921	-29 779	475 118	-128 427	-109 421	0	19 474	226	256 970	227 191	18.2%	
Espagne 2009	-10 051	-32 644	-42 695	188 318	-53 898	-14 573	0	41 006	0	160 853	118 157	10.2%	
Suède 2009	-4 913	-54 097	-59 010	219 203	-87 765	-10 739	0	14 209	8 341	143 249	84 239	7.6%	
Suisse	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie 2005	-1 061	-9 402	-10 463	106 985	-18 682	-16 424	0	2 761	0	74 640	64 177	19.3%	
Royaume-Uni 2009	-28 704	-91 976	-120 679	398 503	-88 234	-45 568	0	34 295	2 244	301 240	180 560	8.2%	
États-Unis 2009	-71 053	-43 069	-114 122	667 905	-220 754	-57 941	0	89 759	0	478 969	364 847	12.3%	
Moyenne OCDE		-11 398	-44 055	-55 453	333 173	-105 901	-37 669	-656	25 746	3 477	218 170	162 718	13.0%
Moyenne UE21		-6 951	-43 925	-50 876	345 472	-113 798	-44 487	-951	27 587	4 580	218 404	167 528	13.8%
Autres G20	Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Fédération de Russie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

 Source : OCDE, *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870174>

A7

Tableau A7.3b. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)

Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

OCDE	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Effet des bourses	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Australie	2009	-17 528	-52 120	-69 648	253 308	-91 641	0	0	13 021	7	174 695	105 046	8.8%
Autriche	2009	-5 689	-57 294	-62 983	318 996	-87 509	-57 683	0	4 947	9 852	188 603	125 620	9.1%
Belgique	2009	-3 514	-43 468	-46 981	305 193	-121 702	-72 732	0	32 859	1 047	144 665	97 683	11.0%
Canada	2009	-16 282	-32 449	-48 731	249 037	-68 337	-20 011	0	17 718	1 103	179 511	130 780	12.2%
Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Rép. tchèque	2009	-4 556	-22 004	-26 560	234 992	-51 432	-29 160	0	30 543		184 943	158 383	17.8%
Danemark	2009	-3 355	-57 986	-61 351	166 763	-60 038	-14 206	-8 679	7 527	25 189	116 556	55 205	8.5%
Estonie	2009	-3 583	-20 438	-24 021	131 866	-31 316	-3 140	0	24 987	0	122 398	98 377	18.5%
Finlande	2009	-1 873	-60 589	-62 461	211 875	-72 749	-15 039	-4 079	21 742	8 730	150 480	88 019	8.8%
France	2009	-7 868	-49 824	-57 692	212 928	-43 190	-32 362	-8 444	23 641	3 620	156 192	98 499	8.9%
Allemagne	2009	-7 061	-66 325	-73 387	244 493	-73 871	-55 471	-123	24 260	6 021	145 309	71 922	6.8%
Grèce	2009	-690	-36 674	-37 363	186 037	-21 786	-33 976	-29 066	26 865		128 074	90 710	9.6%
Hongrie	2009	-5 131	-15 047	-20 178	251 870	-108 574	-47 547	0	27 402	1 283	124 433	104 255	17.6%
Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Irlande	2009	-6 716	-59 372	-66 088	391 860	-116 093	-51 190	0	23 110	4 361	252 048	185 960	14.2%
Israël	2009	-13 394	-28 918	-42 312	181 036	-27 193	-20 924	0	14 996		147 914	105 602	10.2%
Italie	2008	-7 285	-47 826	-55 111	223 811	-79 954	-21 986	0	7 563	3 330	132 764	77 652	6.9%
Japon	2007	-37 215	-49 265	-86 481	231 306	-20 848	-29 117	0	9 951		191 293	104 812	7.8%
Corée	2009	-23 378	-56 149	-79 527	255 083	-9 753	-19 619	0	4 347		230 058	150 531	8.6%
Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Pays-Bas	2008	-14 113	-87 458	-101 571	339 338	-129 641	-30 381	0	9 467	14 371	203 152	101 581	7.0%
Nouvelle-Zélande	2009	-10 414	-49 614	-60 027	133 789	-31 532	-2 328	-2 623	3 114	1 891	102 311	42 283	6.9%
Norvège	2009	-1 180	-66 522	-67 702	224 711	-63 163	-17 633	0	319	6 226	150 459	82 758	7.7%
Pologne	2008	-6 291	-15 058	-21 350	215 086	-24 687	-52 035	0	27 164	1 742	167 270	145 920	19.9%
Portugal	2009	-8 085	-19 280	-27 365	259 278	-60 491	-31 347	0	25 663		193 104	165 739	16.2%
Rép. slovaque	2009	-5 543	-17 363	-22 906	190 019	-34 361	-29 863	0	33 017	1 250	160 062	137 156	18.5%
Slovénie	2009	-3 858	-25 447	-29 305	358 406	-87 540	-84 889	0	26 254	226	212 456	183 151	17.3%
Espagne	2009	-10 051	-32 691	-42 743	240 593	-64 677	-18 000	0	43 061		200 976	158 234	12.1%
Suède	2009	-4 913	-56 388	-61 301	141 448	-42 879	-11 081	-10	16 338	8 341	112 156	50 855	6.5%
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	2005	-1 061	-8 185	-9 246	116 530	-21 267	-19 627	0	14 075		89 711	80 466	19.2%
Royaume-Uni	2009	-28 704	-92 382	-121 086	355 479	-74 244	-40 895	-1 548	21 048	2 244	262 084	140 998	7.5%
États-Unis	2009	-71 053	-46 918	-117 971	405 817	-102 914	-33 654	0	34 571		303 819	185 848	9.1%
Moyenne OCDE		-11 393	-43 898	-55 291	242 446	-62 875	-30 893	-1 882	19 640	5 042	169 914	114 622	11.5%
Moyenne UE21		-6 944	-44 146	-51 090	249 017	-69 337	-36 649	-2 598	22 873	5 725	167 886	116 796	12.1%
Autres G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

 Source : OCDE. Regards sur l'éducation 2012. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870193>

Tableau A7.4a. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)

Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

OCDE	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Effet des bourses	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Australie	2009	-14 588	-5 652	-7	-20 247	123 233	0	0	1 208	124 441	104 194	13.1%
Autriche	2009	-40 474	-10 137	-9 852	-60 463	125 114	55 730	0	8 682	189 527	129 064	9.3%
Belgique	2009	-30 735	-10 360	-1 047	-42 142	149 793	51 455	0	9 957	211 206	169 064	13.3%
Canada	2009	-27 580	-5 892	-1 103	-34 575	89 400	5 792	0	8 666	103 858	69 283	8.8%
Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Rép. tchèque	2009	-18 675	2 044	0	-16 631	85 412	46 743	0	4 642	136 796	120 165	17.2%
Danemark	2009	-70 252	-26 675	-25 189	-122 116	135 256	21 252	9 435	5 601	171 544	49 427	4.5%
Estonie	2009	-14 486	-2 513	0	-16 999	30 876	3 001	0	10 647	44 524	27 525	10.2%
Finlande	2009	-42 400	-8 324	-8 730	-59 454	128 733	22 053	0	12 738	163 525	104 071	8.3%
France	2009	-35 052	-10 203	-3 620	-48 875	81 969	43 570	880	3 789	130 208	81 333	7.5%
Allemagne	2009	-38 170	-24 581	-6 021	-68 772	127 860	58 572	0	23 056	209 489	140 717	9.1%
Grèce	2009	-20 179	2 956	0	-17 223	34 885	28 464	8 700	1 766	73 816	56 593	11.6%
Hongrie	2009	-18 036	-3 507	-1 283	-22 826	177 893	78 934	0	17 153	273 981	251 155	25.4%
Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Irlande	2009	-34 708	-1 558	-4 361	-40 627	199 558	35 080	0	26 781	261 419	220 792	17.0%
Israël	2009	-18 626	-1 695	0	-20 321	66 889	33 788	0	2 861	103 538	83 217	11.3%
Italie	2008	-17 538	-11 836	-3 330	-32 704	157 696	41 484	0	2 217	201 397	168 693	10.1%
Japon	2007	-17 897	-15 254	0	-33 151	62 285	33 612	0	4 665	100 562	67 411	8.4%
Corée	2009	-8 250	-6 238	0	-14 488	33 093	23 097	0	2 281	58 472	43 983	17.4%
Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Pays-Bas	2008	-37 382	-39 015	-14 371	-90 768	201 244	21 220	0	1 863	224 327	133 560	7.4%
Nouvelle-Zélande	2009	-22 037	-5 766	-1 891	-29 694	63 286	3 207	0	842	67 334	37 640	6.9%
Norvège	2009	-36 777	-20 675	-6 226	-63 679	101 586	21 334	0	2 902	125 821	62 143	5.7%
Pologne	2008	-14 435	-5 361	-1 742	-21 539	53 177	78 804	0	7 824	139 805	118 266	15.0%
Portugal	2009	-16 226	-2 822	0	-19 048	81 284	33 419	0	1 821	116 524	97 476	12.4%
Rép. slovaque	2009	-15 033	-1 660	-1 250	-17 943	50 956	38 359	0	8 689	98 004	80 061	14.2%
Slovénie	2009	-21 977	-7 917	-226	-30 120	124 522	105 125	0	8 201	237 848	207 728	15.8%
Espagne	2009	-37 506	-3 361	0	-40 867	48 062	11 981	0	8 429	68 472	27 605	5.3%
Suède	2009	-39 997	-14 512	-8 341	-62 850	83 967	9 847	0	4 690	98 504	35 654	4.9%
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	2005	-9 567	-3 814	0	-13 381	18 209	16 010	0	886	35 106	21 724	9.3%
Royaume-Uni	2009	-15 151	-18 315	-2 244	-35 710	82 547	42 425	0	8 830	133 802	98 091	11.1%
États-Unis	2009	-42 430	-5 543	0	-47 973	201 429	51 098	0	26 168	278 695	230 722	14.1%
Moyenne OCDE		-26 764	-9 248	-3 477	-39 489	100 697	35 016	656	7 857	144 226	104 737	11.2%
Moyenne UE21		-28 921	-9 883	-4 580	-43 384	108 040	41 376	951	8 869	159 236	115 852	11.5%
Autres G20												
Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

 Source : OCDE, *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870212>

A7

Tableau A7.4b. **Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)**

Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

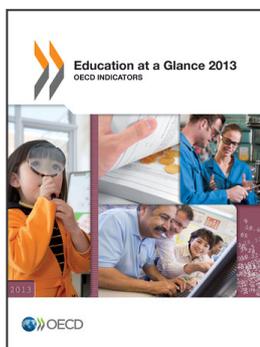
OCDE	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Effet des bourses	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Australie	2009	-14 588	-5 797	-7	-20 392	89 111	0	0	2 530	91 641	71 249	13.7%
Autriche	2009	-40 474	-10 337	-9 852	-60 663	86 600	56 802	0	1 790	145 192	84 529	7.1%
Belgique	2009	-30 735	-9 917	-1 047	-41 699	113 699	68 183	0	12 552	194 434	152 735	15.7%
Canada	2009	-27 580	-6 231	-1 103	-34 914	65 263	18 759	0	4 325	88 347	53 433	8.5%
Chili		m	m	m		m	m	m	m	m	m	m
Rép. tchèque	2009	-18 131	1 954	0	-16 177	47 167	25 813	0	7 612	80 592	64 415	14.1%
Danemark	2009	-70 252	-27 671	-25 189	-123 112	57 873	13 394	8 679	2 976	82 923	-40 189	1.2%
Estonie	2009	-14 486	-2 799	0	-17 285	27 197	2 643	0	4 616	34 456	17 170	8.0%
Finlande	2009	-42 400	-8 862	-8 730	-59 992	68 219	13 657	4 079	5 912	91 868	31 876	5.2%
France	2009	-35 052	-9 877	-3 620	-48 548	40 275	29 147	8 444	6 130	83 996	35 448	6.2%
Allemagne	2009	-38 170	-25 378	-6 021	-69 569	69 954	50 504	123	8 884	129 465	59 896	6.1%
Grèce	2009	-20 179	2 480	0	-17 699	20 386	29 703	29 066	5 673	84 828	67 129	11.7%
Hongrie	2009	-18 036	-3 654	-1 283	-22 972	101 528	42 906	0	11 687	156 121	133 149	18.2%
Islande		m	m	m		m	m	m	m	m	m	m
Irlande	2009	-34 708	-1 834	-4 361	-40 903	112 479	49 498	0	5 306	167 283	126 380	13.7%
Israël	2009	-18 626	-1 737	0	-20 363	26 284	19 949	0	1 883	48 117	27 754	7.1%
Italie	2008	-17 538	-11 185	-3 330	-32 053	77 919	21 270	0	2 750	101 940	69 886	8.0%
Japon	2007	-17 897	-10 654	0	-28 551	20 218	27 924	0	1 822	49 965	21 414	6.2%
Corée	2009	-8 250	-5 734	0	-13 984	9 689	19 291	0	393	29 372	15 388	6.5%
Luxembourg		m	m	m		m	m	m	m	m	m	m
Mexique		m	m	m		m	m	m	m	m	m	m
Pays-Bas	2008	-37 382	-35 640	-14 371	-87 392	128 001	28 440	0	3 582	160 023	72 630	6.2%
Nouvelle-Zélande	2009	-22 037	-5 767	-1 891	-29 695	30 974	2 276	2 623	611	36 484	6 788	4.4%
Norvège	2009	-36 777	-20 680	-6 226	-63 684	63 118	17 608	0	70	80 796	17 112	4.2%
Pologne	2008	-14 435	-5 047	-1 742	-21 225	22 460	46 221	0	8 041	76 723	55 498	10.9%
Portugal	2009	-16 226	-2 750	0	-18 976	56 926	28 536	0	6 375	91 837	72 861	11.1%
Rép. slovaque	2009	-15 033	-1 668	-1 250	-17 951	31 258	25 456	0	7 510	64 223	46 272	11.2%
Slovénie	2009	-21 977	-7 773	-226	-29 975	83 288	79 108	0	10 033	172 429	142 454	13.0%
Espagne	2009	-37 506	-3 366	0	-40 872	59 154	15 280	0	8 243	82 677	41 805	6.5%
Suède	2009	-39 997	-15 126	-8 341	-63 464	39 273	9 944	10	4 743	53 970	-9 494	2.3%
Suisse		m	m	m		m	m	m	m	m	m	m
Turquie	2005	-9 567	-3 320	0	-12 887	19 194	17 528	0	4 171	40 894	28 006	9.1%
Royaume-Uni	2009	-15 151	-5 958	-2 244	-23 353	71 002	39 051	1 548	5 086	116 686	93 333	14.8%
États-Unis	2009	-42 430	-6 038	0	-48 468	97 093	31 023	0	8 452	136 568	88 100	9.5%
Moyenne OCDE		-26 746	-8 633	-3 477	-38 856	59 848	28 618	1 882	5 302	95 650	56 794	9.0%
Moyenne UE21		-28 893	-9 220	-4 580	-42 694	65 733	33 778	2 598	6 475	108 583	65 889	9.6%
Autres G20												
Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE. *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870231>



Extrait de :
Education at a Glance 2013
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2013-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Indicateur A7 Quels sont les facteurs qui incitent à investir dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2013 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2013-11-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.